



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



La guerre en Ukraine : quelles conséquences pour la France et l'Europe ?

Restitution des travaux en comité - Comité n°3 :

BLONDEAU Elise, JOUVE Nicolas, LE PERSON Maëlys,
SILVESTRE Marc, STEPHANO Julien

3^{ème} édition des Sessions Méditerranéennes des Hautes Etudes Stratégiques

Du 24 au 28 avril 2023

www.fmes-france.org

« *Si grand que soit le verre qu'on nous tend du dehors, nous préférons boire dans le nôtre tout en trinquant aux alentours* ». Le général de Gaulle, par cette métaphore, réaffirme la prééminence de l'autonomie qui lui est chère. L'autonomie stratégique peut être définie comme le fait de choisir ses dépendances et étendre ses partenariats participe de l'indépendance.

Depuis un peu plus d'une année, l'autonomie semble de nouveau guider les réflexions et les choix des décideurs politiques. En effet, bien que la Géorgie fût envahie en août 2008 et la Crimée annexée en mars 2014, c'est l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes déclenchée le 24 février 2022 qui marqua l'opinion. Cette entrée en guerre atteste non seulement du retour de la guerre sur le territoire européen, mais aussi du retour de la guerre dite de « haute intensité », une guerre où toutes les fonctions opérationnelles sont susceptibles d'être activées. De lourdes sanctions économiques sur la Russie en résultèrent ainsi qu'une forte diminution de l'importation des énergies russes par les États européens.

Le retour de la guerre après 75 ans d'interruption au sein d'un continent pacifié et réuni autour de l'Union européenne, entraîna une prise de conscience générale, tant au niveau national qu'au niveau européen. Dès lors, des États comme la Pologne, l'Allemagne ou la Finlande ont revu drastiquement leurs politiques de défense. Au niveau français, c'est sur l'autonomie stratégique que l'attention s'est portée, comme en témoigne le discours du Président Macron, le 9 novembre 2022 à Toulon. La Revue Nationale Stratégique présente ce concept dans une dimension européenne où la consolidation des liens avec ses partenaires lui permet de renforcer sa capacité de résilience.

Dans ce cadre, il apparaît pertinent d'identifier et d'étudier les efforts portés sur le renforcement de notre autonomie stratégique depuis le début de la guerre en Ukraine, par l'Europe et par la France. Ainsi, après un changement de paradigme stratégique (I), un renforcement du lien entre les individus et les États a pu être observé (II).

I/ Un changement de paradigme stratégique

a) Une remise en cause du modèle de corps expéditionnaire

Le 29 novembre 2001, c'est la fin officielle de la conscription en France. Cet état de fait, décidé par le Président Chirac cinq ans plus tôt, sonne le glas de la fin d'une armée de masse au profit d'une armée de métier, spécialisée, vouée à être projetée sur des théâtres d'opérations extérieures. La décision fait écho aux leçons tirées de la guerre du Golfe. Nous observons notamment au travers de quelques émanations organiques : création du COS et de la DRM.

Or, la guerre en Ukraine va transformer les doctrines militaires et les paradigmes organiques. Des enseignements sont directement tirés du front ukrainien avec le retour du conflit dit de « haute intensité ». Un effort dans le domaine de la Défense est engagé, les besoins matériels réévalués¹. A ce titre, le Sénat pointe plusieurs axes d'effort : défense sol-air et lutte anti-drones, drones et munitions téléopérées, remplacement du lance-roquettes unitaire autour des programmes sur le futur du combat terrestre et de l'artillerie et revue des politiques de stocks (équipements anciens, munitions). Un effort sera également produit dans le domaine régalien du renseignement et du nouvel enjeu sécuritaire du XXI^{ème} siècle : le cyber².

Il s'agira pour le décideur politique de réfléchir aux enseignements de la guerre en Ukraine pour réévaluer une doctrine militaire holistique. A court terme, il s'agira de « gagner la guerre avant la guerre »³ et de préparer l'influence⁴. A moyen terme, il est nécessaire de développer les capacités cyber de la France. Enfin, il faudra à long terme miser sur l'Europe et parvenir à développer une réelle force européenne, voire à faire émerger une autonomie stratégique européenne.

b) Renouveau de l'OTAN et Europe de la Défense

L'invasion de 2022 a fait passer l'Alliance d'un état de « mort cérébrale » à une organisation de premier plan. A ce titre, l'adhésion de la Finlande, qui possède 1340 km de frontières avec la Russie, est un exemple parlant ; de même, la demande d'adhésion de la Suède est en attente. En parallèle, deux programmes majeurs de la construction de la défense européenne ont récemment été lancés. Nous pouvons noter la création d'un fonds européen de défense de 8 Mds d'euros pour la période 2021-2027 destiné à financer des programmes de recherches et d'armements. De plus, la Boussole stratégique européenne⁵, qui a émergé en 2022 avec une planification sur 10 années, consiste en partie à la création d'une force expéditionnaire de 5 000 hommes. Néanmoins, l'Europe de la défense est mise à mal par le réinvestissement de l'OTAN en Europe, conjuguée à une BITDE trop fragmentée. Les différents systèmes d'armes listés ci-après permettent de le constater : *European Sky Initiative Shield*, achat des F-35 par l'Allemagne, coopération difficile sur les programmes MGCS et SCAF et mise en veille du programme TIGRE. On peut néanmoins noter une coopération avec l'Italie dans le domaine naval⁶.

¹ A ce sujet, voir les discussions parlementaires autour de la prochaine LPM 2024-2030

² Vincent, Elise, « Budget des armées : le renseignement, DGSE en tête, grand gagnant des arbitrages du projet de loi de programmation », Le Monde, 18 avril 2023

³ A ce sujet voir la Vision stratégique de Thierry Burkhard, Chef d'État-Major des Armées

⁴ A ce sujet voir la Revue Nationale stratégique de novembre 2022

⁵ Institut de Hautes Etudes de Défense Nationale, *L'Europe de la Défense enfin sur les rails*, mars 2023

⁶ Gnesotto, Nicole. « Défense européenne : bilan et perspective », *Revue Défense Nationale*, 2017

⁷ OFCE, « L'Europe de la Défense », *Le blog*, 2023

Tous ces changements représentent une opportunité pour l'Europe de la défense avec l'émergence d'une vision européenne commune sur le plan capacitaire et interopérable⁷. A l'horizon 2030, il est probable qu'elle ait un véritable rôle de « coordinateur » sur le plan budgétaire et industriel dont les objectifs seront complémentaires à l'OTAN. Au vu des avancées susmentionnées, nous pouvons supposer que l'Europe de la défense gagnera en maturité sur les plans budgétaires, stratégiques et opérationnels. Là où l'Europe est aujourd'hui plutôt axée sur le domaine sécuritaire, elle se dirigerait vers une réelle dimension de défense.

II/ Le renforcement des relations entre les individus et États

a) Le lien entre l'Armée et la société civile

Avec la guerre en Ukraine, nous avons pris conscience qu'un conflit pouvait nous impacter directement. Nous avons eu tendance à l'oublier ces dernières décennies, ce qui explique que les précédentes LPM reposaient sur les « dividendes de la paix ». Or, nous avons vécu l'irruption et le retour de la guerre dans nos quotidiens : l'omniprésence et l'instantanéité de la communication dans une époque dominée par les médias et les réseaux sociaux nous y a exposé. L'Ukraine est un exemple qui suscite l'admiration, d'autant plus qu'on n'imaginait pas une telle résilience de la part de ce pays relativement récent et ne bénéficiant pas d'une unité linguistique. En comparaison, la France est une vieille et grande puissance dont nous pouvons imaginer un « réveil patriotique » et une envie d'engagement au service de la Nation, auprès des jeunes générations notamment. Le gouvernement l'a bien compris, ayant en tête de renforcer la réserve citoyenne et opérationnelle. Ainsi, l'objectif de la LPM 2024-2030 est d'atteindre 100 000 réservistes afin d'avoir une armée durcie et résiliente⁷. Les forces employables, déjà formées et spécialisées, coûtent moins cher car elles sont employées sur des besoins ponctuels et restent mobilisables en temps de crise.

Le renforcement du lien entre l'Armée et la société passe par une meilleure compréhension de l'engagement et de l'utilité des forces armées. Cette dernière peut paraître évidente, mais ne l'est pas forcément, au niveau de la formation notamment. En effet, un rapprochement entre les formations civiles et militaires serait souhaitable via davantage de préparations militaires par exemple. L'augmentation du nombre de réservistes correspond à une volonté politique : les moyens vont être mis en œuvre, soutenus par une volonté individuelle renforcée de s'engager pour servir. Il s'agit de la « défense de la Nation par la Nation »⁹. La montée en puissance de la réserve opérationnelle nécessite des mesures visant à promouvoir le recrutement et le parcours au sein de la réserve, c'est un vecteur majeur de l'engagement

⁷ «LPM 2024-2030 : accroître les forces morales», Site officiel du Ministère des Armées, 06 avril 2023

⁹ *Ibid.*

citoyen. Au vu du retour sur la haute intensité, les forces morales doivent être renforcées si on veut tenir sur la durée en temps de guerre ou a minima de crise. Nous sommes habitués au confort et à l'abondance, c'est un prisme qui doit absolument être remis en cause au vu des difficultés actuelles et à venir.

b) Les conséquences en matière de sécurité énergétique et alimentaire

Les conséquences de la guerre en Ukraine se font ressentir d'un point de vue énergétique et alimentaire. S'agissant des importations en énergie, la France importe environ 10%⁸ du gaz russe et l'Europe 25% en 2022⁹, utilisé à des fins de chauffage et de cuisson. Le choc gazier de 2021, conjugué à la guerre en Ukraine, s'est traduit par une montée des prix et menace à terme la sécurité énergétique. Une des solutions de sortie de la dépendance russe est l'approvisionnement en GNL, notamment auprès des Etats-Unis. Cependant, cela nécessite la construction d'infrastructures complexes. La diversification des approvisionnements et l'acquisition du gaz de schiste sont également des hypothèses. Concernant le pétrole, les gisements russes fournissent en 2021 48%¹⁰ du pétrole à l'UE. En France, l'essentiel des importations provient du Kazakhstan (15,6% en 2020), de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis. La Russie se plaçait 6^{ème} fournisseur de la France (8,7% en 2020)¹¹. Ce pétrole est utilisé pour la pétrochimie et les transports. Lors d'une prise de parole en 2022¹², le Président Macron annonçait « la fin de l'abondance », traduisant la nécessité de changer nos modes de vie et de consommation. L'UE de son côté a mis en place le plan « REPowerUE »¹⁵ qui a pour objectif de diversifier nos approvisionnements en gaz, d'accélérer les énergies renouvelables et de faire des économies d'énergie.

Par ailleurs, la guerre menace aussi la sécurité alimentaire. Dans un premier temps, ce sont les grains et huiles qui ont été impactés (blé, maïs, huile de tournesol), ce qui a eu pour conséquence une montée des prix et une redistribution des flux. Par exemple, la France est redevenue le premier fournisseur de blé de l'Algérie. A également été mis en exergue l'importance du trafic maritime et de la maîtrise des routes de navigation pour le transport du grain. Dans un deuxième temps, la production d'engrais, notamment azotés par la Russie, risque de menacer la production agricole en France et en Europe l'an prochain. De nouveaux partenariats sont possibles, mais plus onéreux (Canada, Chine, Maroc, États-Unis...). L'UE travaille sur des alternatives (plan RENURE), jusqu'à la modification des cultures, comme des légumineuses moins dépendantes de sol azotés.

⁸ Les Echos, "Russie : les exportations de gaz se sont écroulées en 2022", 13 février 2023

⁹ Romane Bonnemé, "L'Union européenne a-t-elle augmenté ses importations russes en 2022 ?", 18 janvier 2023

¹⁰ Maxime Gautier, Répartition de la provenance du pétrole importé dans l'Union Européenne au 1er semestre 2022, 04 août 2022

¹¹ Connaissance des énergies, "D'où vient le pétrole brut importé en France ?", 20 octobre 2022

¹² Le parisien, "La fin de l'abondance, les premiers mots de Macron lors de la rentrée politique", 24 août 2022

¹⁵ France représentation, "L'Europe peut elle se passer du gaz russe", 20 octobre 2022

Recommandations à destination des décideurs publics :

- Miser sur l'influence tout en renforçant nos capacités de renseignement ;
- Investir le cyber et le spatial ;
- Trouver une articulation adaptée entre l'OTAN et l'Europe de la défense ;
- Renforcer l'actionnariat européen dans les entreprises de défense européenne et réduire la dépendance aux exportations ;
- Mettre en place une industrie prête à un rythme de production de guerre ;
- Consolider l'interopérabilité des systèmes d'armes européens (plus de 170 en 2023) ;
- Sensibiliser le monde industriel et les décideurs politiques aux enjeux militaires à travers davantage de formations ou de séminaires ;
- Préparer l'opinion publique à la potentialité du retour de la guerre ;
- Diversifier nos approvisionnements en développant nos partenariats ;
- Repenser nos modes de consommation (favoriser ce qui est local et durable).